

# COMMISSION DÉPARTEMENTALE D'HISTOIRE ET D'ARCHÉOLOGIE DU PAS-DE-CALAIS

1, rue du 19 mars 1962, 62000 DAINVILLE

Compte rendu de la séance du samedi 20 octobre 2018,  
tenue au Conseil départemental à Arras.

## Présents (49) :

**M<sup>mes</sup>** : M.-F. Acquart, L. Baudoux, D. Bécu-Darms, P. Bréemersch, A. de Calan, Cl. Cassoret, A. Devulder, M. Flament, S. François, N. Froissart, V. Goblet, D. Hanquiez, M.-A. Leprince, G. Lugez, Th. Mongruel, M. Oudar, O. Parsis, R. Pelletier, L. Rombaux, R. Sorant, C. Torregrosa.

**MM.** : E. Barubé, J.-Y. Beaumont, E. de Calan, L. de Colnet, J.-Cl. Debril, B. Delmaire, A. Deneuille, M. Fontaine, J. Froissart, L. Gallois, J.-M. Girardet, Ph. Hivart, R. Lardez, Ph. May, F. Montécot, Ph. Moulis, A. Nolibos, I. Pacheka, F. Perreau, M. Oudin, D. Philippe, J.-Cl. Routier, Chr. Seillier, J.-L. Torregrosa, M. Tillie, Z. Tilliette, F. Turner, P. Wintrebert.

## Excusés (38) :

**M<sup>mes</sup>** : M.-L. Brisbart-Fontaine, F. Casier, I. Clauzel, M.-S. Darras, J. Direr, N. Dupré, A. Graceffa, L. Maggio, M. Mestayer, J. Olive, M. Tréliniski, J. Watrin.

**MM.** : J.-Ch. Bédague, M. Beirnaert, B. Béthouart, X. Boniface, D. Cramoisian, J.-M. Decelle, Dom. Delgrange, J.-P. Delolme, B. Dragesco, J.-M. Duquesne, J.-M. Duvosquel, Ch. Giry-Deloison, P. Guillemant, Y. Hodicq, A. Joblin, R. Klein, A. Mounier-Kuhn, P. Leman, R. Lesage, D. Leunens, J.-L. Lugez, Ch. Mériaux, J.-F. Petit, É. Poncelet, A. Provost, Th. Vermeulen.

---

## Prochaines séances

- Samedi 19 janvier 2019 à Arras.
  - Samedi 16 mars 2019, à Arras.
- 

## *In memoriam*

Claudine BOUGARD, née CORDIER, ancienne directrice de la Bibliothèque municipale d'Arras, membre correspondant depuis 1951, membre titulaire depuis le 23 novembre 1984, décédée le 17 novembre 2018.

---

## Résumé des communications

**Matthieu DE OLIVEIRA** : *Reconstruire l'Avenir. L'après Première guerre mondiale, un nouvel horizon dans le Nord et le Pas-de-Calais.*

Vous pouvez retrouver l'exposition « Reconstruire l'avenir », dont Matthieu de Oliveira est commissaire jusqu'au 4 janvier 2019 à la Maison départementale de l'Archéologie à Dainville, et jusqu'au 10 mars 2019 à la maison natale du général de Gaulle à Lille.

---

**Philippe ROGER : *La seconde reconstruction : aspects nationaux et régionaux. Autour d'un ouvrage récent : Michel Pierre Chélini et Philippe Roger, Reconstruire le Nord-Pas-de-Calais après la Seconde Guerre mondiale (1944-1958), Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2017, 374 pages.***

Cet ouvrage est né d'un constat, celui de la relative minceur de la bibliographie consacrée à la Seconde Reconstruction, ainsi que de la volonté de prolonger le travail qui avait été accompli autour de la Première Reconstruction (Éric Bussière, Patrice Marcilloux et Denis Varaschin, *La Grande Reconstruction. Reconstruire le Pas-de-Calais après la Grande Guerre*, 2002).

La chronologie de la Seconde Reconstruction apparaît assez complexe dans les départements septentrionaux. Même si cela peut sembler a priori un peu étrange, il n'est ainsi pas facile de préciser quand elle commence exactement. La Première Reconstruction est à peine achevée lorsque débute la Seconde Guerre mondiale. De ce fait, Lens est pratiquement une ville neuve lorsqu'elle est à nouveau endommagée par les bombardements : comment faut-il reconstruire une ville neuve ? En 1940, l'invasion provoque les premières destructions, directement ou indirectement liées aux combats. Le régime de Vichy réfléchit donc au moyen de relever les ruines. La question est d'autant plus importante que l'occupant nourrit des rêves d'annexion : relever les villes, c'est montrer que la France n'a pas perdu son énergie et ses capacités de redressement. L'État français élabore des projets qui associent modernisation et style régionaliste (Douai et Valenciennes). Dans les circonstances de l'Occupation, tout cela n'aboutit évidemment pas à grand-chose. Tout au plus est-il possible d'accomplir les besognes les plus urgentes. D'autre part, les nouveaux bombardements de 1943-1944 triplent ou quadruplent le volume des destructions. A la Libération, tout est à refaire. La reconstruction entreprise après la Libération marque une rupture partielle avec celle de Vichy, en particulier par l'abandon du style régionaliste. Est-il dès lors nécessaire de distinguer une deuxième et une troisième reconstructions ? Ce serait sans doute excessif, ne serait-ce qu'en raison de la continuité des techniques et des préoccupations qui caractérisent l'ensemble de la période.

L'achèvement de la Seconde Reconstruction apparaît par ailleurs assez tardif et ne correspond pas forcément aux dates que l'on peut parfois trouver dans les manuels (qui envisagent plutôt l'espace français dans son ensemble). Sans doute faut-il attendre le milieu des années 1960 pour que l'essentiel soit accompli.

Il est d'autant plus difficile de fixer une date précise que la Seconde Reconstruction s'intègre dans un vaste mouvement de construction : l'habitat populaire était dans l'ensemble globalement médiocre dans les départements septentrionaux. Au dix-neuvième siècle, par exemple, tout avait été bon pour loger l'ouvrier et l'habitat rural était lui aussi souvent de piètre qualité. Durant l'entre-deux-guerres, la Grande Reconstruction avait amélioré la situation (là, bien sûr, où elle avait eu lieu) mais, globalement, le rythme de construction n'avait pas été suffisant pour résoudre le problème. Si l'on prend l'exemple de Lille, il faut après la Libération reconstruire le quartier de Fives. A partir du milieu des années 1950, les grands dossiers sont la transformation du quartier Saint-Sauveur et l'édification de nombreux logements sociaux à Lille-Sud, sur les terrains rendus disponibles par la destruction des anciennes fortifications. Sans doute, dans le cas lillois, est-il difficile de séparer radicalement reconstruction, rénovation et aménagement urbains.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, le nombre de sinistrés n'est pas nécessairement facile à évaluer : dans les deux départements septentrionaux, où 19 % du bâti est détruit, un effectif de 300.000 à 400.000 sinistrés, soit 10 à 15 % de la population régionale, paraît vraisemblable. Le Nord et le Pas-de-Calais ont subi des destructions massives mais celles-ci sont bien sûr inégales selon les communes. L'intérieur des terres n'a pas été épargné mais ce sont évidemment les villes du littoral qui ont le plus souffert : Boulogne-sur mer est détruite à plus de 60 %, Dunkerque à 71 %.

La reconstruction pose des problèmes immédiats : les plages, mais aussi d'autres zones (comme la forêt de Saint-Amand) sont particulièrement dangereuses. Le Touquet fait figure de ville la plus minée de France, avec près de 138.000 mines. Le déminage est mené à bien assez rapidement mais le bilan humain est lourd : 78 tués pour la seule ville du Touquet. Au déminage s'ajoute la destruction du mur de l'Atlantique, travail énorme et qui ne peut pas être complet, comme le montrent les blockhaus plus ou moins dégradés qui parsèment encore le littoral. Il convient aussi d'enlever les gravats : dans le Nord comme dans le Pas-de-Calais, leur volume atteint 3 à 4 millions de m<sup>3</sup>, les deux départements représentant à peu près 7 % du total national. Il est parfois indispensable de les évacuer rapidement (à Douai, ils encombrèrent les égouts), mais la main-d'œuvre et le matériel manquent. Ces débris, souvent difficilement réutilisables, permettent cependant de combler les trous creusés par les bombardements. Beaucoup de boulevards périphériques aménagés dans les années 1950 reposent sur ces déblais.

Le manque de logements apparaît très vite insupportable aux sinistrés. Faut-il donner une priorité absolue à la reconstruction définitive et accepter en conséquence que des millions de Français vivent pendant des années dans des conditions précaires ? Est-il au contraire préférable de prévoir des constructions provisoires ? La question est complexe, la France étant très appauvrie et le coût d'un logement provisoire équivalant à 80 % de celui d'un logement définitif. Après la crise sociale de 1947-1948, le choix est fait de construire du provisoire, provisoire qui devait d'ailleurs parfois subsister longtemps.

La reconstruction suppose le redémarrage de l'économie. Celui-ci est cependant complexe, dans la mesure où il n'est réellement possible qu'à l'échelle nationale et même mondiale. Or les circuits commerciaux ont été gravement perturbés par le conflit et, en partie pour des raisons politiques, leur rétablissement est malaisé (ce qui explique en grande partie l'importance que revêt à la fin des années 1940 le plan Marshall). A l'échelle régionale, les années 1945-1948 sont logiquement marquées par la reconstruction des ingénieurs (relever les ponts et rétablir le trafic SNCF s'imposent) et la bataille du charbon, celui-ci constituant à cette époque la principale source d'énergie. La Reconstruction est cependant aussi l'occasion de réfléchir au renouvellement d'un outil de production encore impressionnant mais qui vient de subir deux guerres mondiales et une crise grave en moins de 30 ans. Dans ce cadre, l'État assume un rôle nouveau, en particulier dans l'énergie. La nationalisation des mines s'accompagne d'un effort de rationalisation et d'une modernisation qui interviennent après l'arrêt des investissements qui s'était produit pendant les années 1930 et l'usure de l'appareil productif provoqué par l'Occupation. Certaines entreprises privées font par ailleurs preuve de dynamisme : c'est le cas des verreries de l'arrondissement de Saint-Omer, en particulier de la cristallerie d'Arques. Le bilan d'ensemble n'est cependant pas entièrement convaincant : les historiens estimaient naguère que la Première Reconstruction s'était opérée à l'identique et avait constitué dans une large mesure une occasion manquée alors que la deuxième avait favorisé la modernisation. Ils ne sont pas loin, aujourd'hui, de penser le contraire, en particulier dans les départements septentrionaux.

La Reconstruction n'est en effet pas suivie dans le Nord-Pas-de-Calais par une période particulièrement prospère et la position économique de la région, longtemps très forte dans le cadre national, tend à s'éroder à partir des années 1950. Le tissu entrepreneurial ne se renouvelle guère et les secteurs d'activité hérités du dix-neuvième siècle restent prédominants. La productivité du travail apparaît insuffisante et certains éléments-clés de l'économie régionale comme le textile sont peu compétitifs sur les marchés mondiaux. Il n'est pas forcément simple d'expliquer cette situation. Peut-être faut-il prendre en compte l'accumulation des problèmes : deux guerres et une crise en l'espace d'une génération, c'est trop. Les tensions sociales, assez vives dans la région, ont-elles également joué un rôle ? Une partie des responsables politiques le redoutaient. Un certain découragement semble en tout cas se faire sentir et les patrons nordistes, longtemps si entreprenants, paraissent alors avoir perdu la volonté d'innover. Peut-être convient-il également de prendre en compte le coût de la reconstruction pour les particuliers : si l'État verse des dommages de guerre, ils sont loin de couvrir l'ensemble des dépenses. C'est ainsi qu'il estime que les prix à la construction ont décuplé entre 1939 et 1950. Or la moyenne des prix de gros a plutôt été multipliée par 20.

La Seconde Reconstruction est aussi l'occasion de repenser les villes nordistes. Il est en effet nécessaire de les adapter à l'industrialisation et à la croissance démographique qui les transforment profondément depuis plus d'un siècle sans que leurs structures aient pu être fondamentalement remodelées. Dans beaucoup de quartiers populaires, la densité est très élevée et l'habitat est mêlé aux installations industrielles, ce qui est à l'origine de multiples nuisances. Le processus de reconstruction doit permettre de mieux séparer les zones d'habitation de l'appareil productif. Il ne faut pas seulement solder le passé. Il convient aussi d'essayer d'anticiper les évolutions futures : le Nord et le Pas-de-Calais figurent alors parmi les départements les plus féconds et l'on croit longtemps que leur population devrait atteindre les six millions d'individus à la fin du siècle. La nécessité de prévoir l'essor de la circulation automobile apparaît aussi comme une évidence.

L'essentiel de la classe politique française considère que l'État doit être le principal maître d'œuvre mais le fonctionnement du MRU, le ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme, fait l'objet de critiques récurrentes. Passablement désabusé, le préfet du Pas-de-Calais note en 1948 que « seule la réglementation abonde ». A l'échelle locale, les élus sont souvent assez prudents, d'autant que les problèmes liés à la reconstruction sont susceptibles de leur coûter leur réélection. Architectes et urbanistes élaborent toutefois des plans ambitieux, auxquels les sinistrés, qui souhaitent avant tout retrouver les villes d'avant-guerre dans des délais aussi brefs que possible, sont globalement hostiles. Les projets urbanistiques et le style des immeubles que les architectes, soutenus par le MRU, cherchent à imposer, soulèvent souvent de vives réactions (Calais, Douai). Pour des raisons financières, les municipalités sont contraintes de céder.

La Seconde Reconstruction a-t-elle légué au Nord-Pas-de-Calais un nouveau patrimoine ? Cette question appelle sans doute une réponse prudente. Remarquons que plus personne ne doute plus que la Grande Reconstruction ait abouti à l'édification d'immeubles présentant d'incontestables qualités esthétiques (et

qu'une ville comme Lens constitue en quelque sorte un répertoire des formes de l'Art déco). Or, cela n'est pas toujours apparu comme une évidence ! Comme cela a par ailleurs déjà été mentionné, l'esthétique des constructions nouvelles (immeuble Chomette à Douai) a parfois suscité une hostilité durable de la population locale. Architectes et urbanistes de la Seconde Reconstruction œuvraient quelquefois sans concession, donnant naissance au style « hard french » dont les principes n'ont pas nécessairement été compris ou ont été vite oubliés. Certaines réalisations n'en apparaissent pas moins remarquables : c'est par exemple le cas des buildings de Boulogne-sur-Mer, qui devaient souligner la capacité de redressement de la ville et sa modernité, tout en fournissant à leurs occupants des appartements agréables et rationnels.

Philippe Roger.

---

## Bon de commande

du tome XXXV du Bulletin de la Commission (année 2018), paru en novembre 2018

À acheter lors de la séance du samedi 19 janvier 2019 / ou à adresser à

**Thomas VERMEULEN, Commission départementale d'histoire et d'archéologie du Pas-de-Calais,  
Archives départementales, 1 rue du 19 mars 1962, 62000 DAINVILLE**

M./Mme, .....

Adresse : .....

Code postal et ville .....

commande ..... exemplaire.. du tome XXXV du Bulletin de la Commission, **et joint un chèque de 31 € par exemplaire (25 € + 6 € de frais de port)**

**Date et signature**

## SOMMAIRE

Jean-Claude ROUTIER,

*L'ancien chœur de l'église abbatiale Saint-Saulve de Montreuil d'après les fouilles de 2009-2011*

Bruno DANIEL-MARCE,

*Pièces inédites du dépôt lapidaire de la collégiale de Lillers : leur apport à la restitution de l'état primitif de la sculpture et de l'architecture de l'édifice (vers 1120-1130)*

Bernard DELMAIRE,

*Document. La haute justice des seigneurs de Carency (fin du XIII<sup>e</sup>-début du XIV<sup>e</sup> siècle)*

Matthieu FONTAINE,

*Jules Tournois de Bonnevallet (1842-1936), maire de Berles-Monchel, un gentilhomme en son temps*

Olivier CHOVAUX,

*Football, culture ouvrière et pays minier : l'exemple du Pas-de-Calais au premier XX<sup>e</sup> siècle*

Matthieu MONOKY,

*Le Racing Club de Lens et la construction d'un engouement associatif de supporters ou comment susciter l'identité minière (1906-2006)*

*Procès-verbaux des séances. Chronique archéologique. Chronique des Archives*